



VITRY-SUR-SEINE DIRECTION VOIRIE-ENVIRONNEMENT

Direction Voirie environnement – Service Administration

Courriel : direction.voirie@mairie-vitry94.fr Téléphone : 01 46 82 82 15 Fax : 01 57 67 08 16

DEMANDE D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

DELAI DE TRAITEMENT DE 21 JOURS MINIMUM A COMPTER DE LA RECEPTION PAR LES SERVICES
TOUTE DECLARATION ERRONEE OU INCOMPLETE ANNULERA LE TRAITEMENT ET LE SUIVI
DE LA DEMANDE D'ARRETE

PARTICULIER OU ENTREPRISE(1) EXECUTANT LES TRAVAUX

NOM

ADRESSE (SIEGE)

.....

☎(SIEGE) ou /...../...../...../...../ Domicile	☎Responsable chantier /...../...../...../...../
☎ Fax /...../...../...../...../	

N°RCS (joindre obligatoirement un extrait de KBis de moins de 3 mois)

Email :

ADRESSE DES TRAVAUX

.....

P O U R L E C O M P T E D E (1)

NOM PRENOMS :

ADRESSE :

☎ Domicile : /...../...../...../...../ ☎travail : /...../...../...../...../

Nature des travaux :

C A D R E R E S E R V E A L ' A D M I N I S T R A T I O N

N°ENREGISTREMENT DATE DE L'ENQUETE / ___ / ___ / ___ /

OBSERVATIONS :

.....

.....

J'ai l'honneur de solliciter l'autorisation d'occuper provisoirement le domaine public par :

NATURE DE L'OCCUPATION :	TARIFS
<input type="checkbox"/> Benne : DU..... 2019 AU.....2019 : Soitjour(s).....Mois	21.83 € par jour
<input type="checkbox"/> Echafaudage de pied : Occupation du sol Dimensions : de.....m de longueur surm de largeur, DU.....2019 AU.....2019 : Soitjour(s) mois	14.23 € le m ² /mois
<input type="checkbox"/> Palissade: <input type="checkbox"/> sur trottoir – <input type="checkbox"/> sur chaussée Dimensions : de.....m de longueur surm de largeur, DU.....2019 AU.....2019 : Soitjour(s) mois <p style="text-align: center;"><u>JOINDRE OBLIGATOIREMENT UN PLAN ET UN ETAT DES LIEUX CONTRADICTOIRE</u></p>	18,98 € le m ² /mois
<input type="checkbox"/> Grue mobile, nacelle élévatrice DU.....2019 AU.....2019 : Soitjour(s) semaine(s)	237,21 € par jour
<input type="checkbox"/> Cantonnement de chantier <input type="checkbox"/> Bulle de vente DU.....2019 AU.....2019 : Soitjour(s) mois	Cantonnement de chantier 37,95 € le m ² /mois Bulle de vente 75,91 € le m ² /mois
<input type="checkbox"/> Dépôt de matériaux (à préciser) : Dimensions : dem de Longueur surm de largeur, DU..... 2019 AU.....2019 : Soitjour(s)Mois	14,23 € le m ² /mois
<input type="checkbox"/> Poteaux de soutien d'une ligne électrique provisoire : Nombre d'unité..... Longueur du câble aérien..... DU..... 2019 AU.....2019 : Soitjour(s)Mois	14,23 € unité/mois 4,74 € ml par mois
<input type="checkbox"/> Autres occupations (à préciser): DU..... 2019 AU.....2019 : Soitjour(s)Mois	14,23 € le m ² /mois

Je soussigné (Nom, Prénoms)

Propriétaire - Représentant l'entreprise (1)

M'engage :

- 1) A faire **OBLIGATOIREMENT** un état des lieux contradictoire avant tout commencement des travaux en présence d'huissier
- 2) A respecter les dispositions législatives et réglementaires actuellement en vigueur, ainsi que les réserves contenues dans l'autorisation d'occupation du domaine public qui me sera délivrée
- 3) A prendre toutes mesures tendant à assurer la sécurité des usagers à proximité du chantier, de jour comme de nuit, la responsabilité des accidents résultant du défaut ou de l'insuffisance de signalisation pouvant m'être imputée
- 4) A régler les droits de voirie afférents aux travaux ou occupations concernés, calculés d'après les tarifs en vigueur au moment de la délivrance de l'arrêté d'autorisation d'occupation du domaine public
- 5) La transmission du document de fin d'occupation, en fichier joint est obligatoire, sans quoi les droits de voiries continueront.
- 6) A remettre les lieux en leur état originel, à la fin de l'occupation privative du domaine public
- 7) Eventuellement, à régler à la première injonction de l'Administration, le montant des travaux de remise en état du domaine public, effectués à la suite des dommages constatés après l'occupation du domaine public
- 8) Je déclare être informé que l'autorisation d'occupation privative du domaine public revêt un caractère précaire, révocable non transmissible à un tiers et qu'elle peut-être rapportée de plein droit à la première réquisition de l'Administration gestionnaire du domaine public, sans indemnité
- 9) Je m'engage à solliciter éventuellement l'obtention du permis de construire et autres autorisations prévues par le Code de l'Urbanisme

FAIT A
LE
SIGNATURE DU PETITIONNAIRE
(Nom et qualité du représentant)
(Cachet de l'Entreprise le cas échéant)

(1) Entreprise qui exécute les travaux